— condamner la défenderesse aux dépens.

Moyens et principaux arguments

Le requérant, qui est en retraite depuis le 1^{er} novembre 1996, dirigeait depuis le mois de mars 1991, en tant que fonctionnaire de grade A 4, l'importante unité «support de gestion» du Centre commun de recherche d'Ispra. Il affirme que, avant sa mutation à ce poste, il avait obtenu l'assurance de son supérieur hiérarchique de l'époque que cette mutation devait conduire et conduirait à une promotion au grade A 3. En réalité, toutefois, on lui aurait refusé cette promotion par la suite. Le requérant attaque à présent le non-respect de la promesse de promotion faite en 1991, la poursuite de la pratique consistant à lui refuser la promotion durant les années 1991 à 1996 ainsi que l'absence de promotion en 1996 avec effet rétroactif au 1^{er} novembre 1995. À cet effet, le requérant fait valoir tant le principe de l'interdiction de toute discrimination que celui de l'égalité de traitement, ainsi que le devoir de sollicitude qui incombe à la défenderesse à son égard, dans la mesure où, selon lui, il avait droit, tout comme les autres chefs d'administration du Centre commun de recherche, à être nommé à un poste A 3.

À l'appui de sa demande de dommages-intérêts, le requérant invoque le fait que la procédure concrète de promotion des fonctionnaires au grade A 3 qui a eu lieu en 1996 s'est déroulée dans des conditions juridiquement attachables. Ainsi, selon le requérant, les rapports de notation le concernant n'avaient pas été établis dans les délais, et les rapports de notation pertinents n'étaient pas non plus disponibles lors du choix des candidats promouvables. Si la procédure s'était déroulée correctement, le requérant aurait été promu rétroactivement au 1^{er} novembre 1995 à un emploi A 3 devenu vacant à la suite d'un départ en retraite. Le requérant aurait alors travaillé une année entière dans ce grade avant de partir à la retraite. Il soutient que, en conséquence, il peut prétendre à être placé dans la situation qui aurait été la sienne si la défenderesse s'était conformée correctement à son obligation. Cela signifie, selon le requérant, que la défenderesse doit réparer le préjudice matériel qu'il a subi en lui payant la différence de rémunération entre les grades A 4 et A 3 ainsi qu'une compensation dans le cadre de la pension qu'il perçoit.

Recours introduit le 2 décembre 1997 par Alzetta Mauro et autres contre Commission des Communautés européennes

(Affaire T-298/97)

(98/C 55/54)

(Langue de procédure: l'italien)

Le Tribunal de première instance des Communautés européennes a été saisi le 2 décembre 1997 d'un recours dirigé

contre la Commission des Communautés européennes et formé par M^{mes} et MM. Alzetta Mauro, Antonini Maria Luisa, Avon Maria Angela, Avon Pietro, Biasotto Marzio, Bianchin Roberto, Bagatin Venanzio, Bit Leo, Bortolussi Giuseppe, Bortolussi Urbano, Brovedani Francesco, Bot Roberto, Carcione Leone, Casagrande Elio, Cicagna Giuseppe, Cogato Luigi, Corradini Franco, Cozzi Aldo, Dal Pos Marinella, De Re Guido, De Zotti Giovanni, Favalessa Enzo, Furlan Giuseppe, Marchese Michelino, Marson Graziella, Miorini Pierluigi, Piccolo Claudio, Pinna Mario, Pivetta Giorgio, Pivetta Luciano Stelvio, Pizzolitto Enrico, Sferugia Mariano, représentés par M^{es} Antonia Pili, du barreau de Pordenone, Anselmo Barone et Giancarlo Pezzano, du barreau de Rome, ayant élu domicile à Luxembourg près de M^e Louis Schiltz, 2, rue du Fort Rheinsheim.

Les requérants demandent à ce qu'il plaise au Tribunal:

- à titre principal, annuler la décision C(97) 2735 final de la Commission des Communautés européennes, du 30 juillet 1997,
- à titre subsidiaire, annuler cette décision en ce qu'elle impose (article 5) à l'État de récupérer les aides (accordées à partir du 1^{er} juillet 1990), majorées des intérêts à compter du jour où elles ont été versées,
- en toute hypothèse, condamner la Commission des Communautés européennes aux dépens.

Moyens et principaux arguments

Les moyens et principaux arguments sont analogues à ceux invoqués dans l'affaire T-288/97, Regione Friuli-Venezia Giulia contre Commission (1).

(1) Non encore publiée au Journal officiel.

Recours introduit le 9 décembre 1997 par The Bavarian Lager Company Limited contre Commission des Communautés européennes

(Affaire T-309/97)

(98/C 55/55)

(Langue de procédure: l'anglais)

Le Tribunal de première instance des Communautés européennes a été saisi le 9 décembre 1997 d'un recours formé contre la Commission des Communautés européennes par The Bavarian Lager Company Limited, représentée par M. Stephen Hornsby, et élisant domicile à Luxembourg en l'étude de M^e André Marc, 56-58, rue Charles Martel.

La requérante demande à ce qu'il plaise au Tribunal:

- annuler la décision de la Commission des 16 mai 1997, 9 juillet 1997 et 18 septembre 1997, dans la mesure où elle concerne le refus d'accès aux documents suivants:

l'avis motivé de la Commission adopté à la suite d'une enquête portant sur les dispositions de l'article 7, paragraphe 3, du Supply of Beer (Tied Estates) Order 1989 SI 1989/2390 (règlement relatif à la fourniture de bière — établissements liés),

- condamner la Commission aux dépens.

Moyens et principaux arguments

La requérante, un importateur de bière allemande destinée à la vente dans les débits de boissons et les bars du nord de l'Angleterre, n'a pas réussi à vendre ses produits dans la mesure où un grand nombre de débits de boissons au Royaume-Uni sont liés par des accords («tie» arrangements) qui les obligent à s'approvisionner en bière auprès de brasseries déterminées en vertu de contrats d'achat exclusifs et parce que les principaux brasseurs britanniques exercent une domination écrasante sur le marché.

En 1989, le gouvernement britannique a adopté le Supply of Beer (Tied Estate) Order 1989 SI 1989/2390. En vertu de ce règlement, les brasseries britanniques contrôlant plus de 2 000 débits de boissons étaient tenues d'accorder aux gérants de ces établissements la possibilité d'acheter une bière provenant d'une autre brasserie («guest beer», ci-après dénommée «bière de provenance différente»). L'article 7, paragraphe 2, point a) (dénommé «Guest Beer Provision», disposition relative à la bière de provenance différente, ci-après dénommée «GBP», disposait que la bière d'autre provenance devait être conditionnée en fût et avoir une teneur en alcool excédant 1,2 % en volume.

Cette disposition a eu pour effet d'exclure la bière de la requérante des débits de boissons contrôlés par les brasseries régionales. En conséquence, la requérante soutient qu'elle constitue une mesure d'effet équivalant à une restriction quantitative aux importations et, partant, est incompatible avec l'article 30 du traité CE. En privant en pratique les consommateurs britanniques de la possibilité de goûter à la bière allemande, la GBP restreint la concurrence et le choix des consommateurs tant au niveau de la vente en gros que de la vente au détail.

C'est pourquoi la requérante a déposé une plainte auprès de la Commission en avril 1993; cette dernière a informé la requérante en septembre 1995 qu'elle avait ouvert une enquête relative à la GBP et qu'elle avait adressé une lettre de mise en demeure en ce sens au gouvernement britannique, conformément à la procédure prévue à l'article 169 du traité CE. À la suite d'un communiqué de presse publié par la Commission en août 1996, annonçant qu'elle avait

décidé d'émettre un avis motivé adressé au gouvernement britannique, celui-ci a fait savoir qu'il entendait modifier la GBP. À la suite de cela, la requérante a été informée par la Commission en avril 1997 que, en raison du projet de révision de la GBP, la procédure prévue à l'article 169 avait été suspendue et que l'avis motivé n'avait pas été notifié au gouvernement britannique.

La requérante continue à penser que la GBP modifiée enfreint toujours l'article 30 du traité et que la Commission a eu tort de mettre fin à la procédure en manquement de l'article 169 contre le Royaume-Uni. Elle estime que la communication de l'avis motivé lui facilitera l'action qu'elle a intentée contre le gouvernement britannique en ce sens que cet avis exprimera le point de vue officiel de la Commission quant à la légalité au regard du droit communautaire de la GBP dans sa rédaction initiale et permettra aux avocats de la requérante de la conseiller préalablement sur les chances de succès d'une action intentée contre le gouvernement britannique avant de se lancer dans les dépenses qu'implique un procès.

Néanmoins, la Commission a rejeté les demandes répétées de la requérante en vue d'obtenir une copie de l'avis motivé, au motif qu'un tel refus était justifié lorsque la divulgation pouvait nuire à la protection de l'intérêt public, en particulier lorsque les inspections et les enquêtes de la Commission étaient en cause. Cette exception serait prévue dans le code de conduite concernant l'accès du public aux documents du Conseil et de la Commission, adopté par la Commission le 8 février 1994.

La requérante soutient que cette attitude enfreint ce code, qui prévoit que «le public aura le plus large accès possible aux documents détenus par la Commission». En outre, elle est contraire notamment aux principes consacrés par le Tribunal de première instance dans l'affaire T-105/95 (WWF UK Worldwide Fund for Nature contre Commission des Communautés européennes). Les objectifs fondamentaux de bonne administration, de transparence et de responsabilité exigent que l'avis motivé soit remis à la requérante, conformément à sa demande.

Recours introduit le 16 décembre 1997 par Antilles néerlandaises contre Conseil de l'Union européenne

(Affaire T-310/97)

(98/C 55/56)

(Langue de procédure: l'anglais)

Le Tribunal de première instance des Communautés européennes a été saisi le 16 décembre 1997 d'un recours dirigé contre le Conseil de l'Union européenne et formé par les Antilles néerlandaises, représentées par M^{es} P. V. F. Bos et M. M. Slotboom, du barreau de Rotterdam, ayant fait élection de domicile à Luxembourg au cabinet Loesch et Wolter, 11, rue Goethe.